

Séance du 17 avril 2019

Délibération n° 2019/123

**CONVENTION D'ACHAT ENTRE ÎLE-DE-FRANCE
MOBILITES ET LA CENTRALE D'ACHAT DU
TRANSPORT PUBLIC (CATP)**

Le Conseil,

- VU** le code des transports et notamment ses articles L.1241-1 à L.1241-20, L.3111-14 à L.3111-16 et R.1241-1 et suivants ;
- VU** l'ordonnance n°59-151 du 7 janvier 1959 modifiée relative à l'organisation des transports de voyageurs dans la région Ile-de-France ;
- VU** l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics et notamment l'article 26 ;
- VU** le décret n°59-157 du 7 janvier 1959 modifié relatif à l'organisation des transports de voyageurs en Ile-de-France ;
- VU** le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- VU** les délibérations du conseil d'administration du Syndicat des Transports d'Île-de-France du 28 juin 2017 n°2017/347, 348, 350, 351 à 363, 524, 525 et 537 relatives à la mise en œuvre du « Grand Paris des bus » ;
- VU** la délibération du conseil d'administration du Syndicat des Transports d'Île-de-France du 28 juin 2017 n°2017/349 relative à la convention de partenariat avec la Centrale d'Achat du Transport Public (CATP) dans l'univers « matériels roulants bus » portant adhésion du STIF ;
- VU** la convention de partenariat avec la Centrale d'Achat du Transport Public (CATP) dans l'univers « matériels roulants bus » portant adhésion du Syndicat des Transports d'Île-de-France, en date du 24/01/ 2018 ;
- VU** le rapport n°2019/123 et 124 ;
- VU** l'avis de la commission des investissements du 11 avril 2019 ;

Après en avoir délibéré,

ARTICLE 1 : Approuve la convention d'achat de matériel roulant entre la CATP (Centrale d'Achat des Transports Publics) et Île-de-France Mobilités pour un volume de 641 véhicules.

ARTICLE 2 : Approuve le montant prévisionnel de l'achat de véhicules et de matériels accessoires pour un montant 200 730 000€ HT pour des véhicules livrés en 2020 et 2021.

Le montant de l'autorisation d'engagement voté au budget 2019 pour 166 M€, au titre de l'acquisition des véhicules, sera revu dès la plus proche décision modificative.

ARTICLE 3 : Le directeur général est autorisé à signer ladite convention.

Accusé de réception en préfecture 075-287500078-20190418-2019-123 -DE Date de réception préfecture :

ARTICLE 4 : Le directeur général est chargé de l'exécution de la présente délibération qui sera publiée au recueil des actes administratifs du Syndicat des transports d'Île-de-France.

La présidente du Conseil
du Syndicat des Transports d'Île-de-France



Valérie PÉCRESSE

Accusé de réception en préfecture 075-287500078-20190418-2019-123 -DE Date de réception préfecture : 2
